



Hartmut Schwarzbach/Still Pictures

## Se protéger et se développer

**OGUNLADE DAVIDSON** nous dit comment l'Afrique, qui est particulièrement vulnérable à une crise dont elle n'est pas même responsable, peut développer sa croissance économique et sa résilience

**L**es peuples les plus démunis du monde sont aussi ceux qui ont le moins bénéficié des activités économiques qui sont à l'origine de l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Et pourtant ce sont eux qui en subissent les plus lourdes conséquences car leur capacité de résilience aux chocs mondiaux est faible. Nulle part ceci n'est plus vrai qu'en Afrique.

Il ressort des données scientifiques que l'Afrique se réchauffe au rythme de 0,5° C par siècle et que les précipitations y ont fortement diminué, en particulier depuis le milieu des années 1970. Les modèles climatiques montrent, par ailleurs, que la température de la partie septentrionale du continent pourrait augmenter de 5°C et celle des zones australes de 7°C vers le milieu

du siècle, alors que les pluies pourraient être plus abondantes dans ses régions orientales et occidentales. Il est prévu que les sécheresses et les inondations s'aggraveront et s'intensifieront et il est probable que les effets du phénomène El Niño (oscillation australe) se feront sentir plus longtemps et avec plus d'intensité. Les chutes de pluie variables dans la région du Sahel et au Sud du continent auront pour conséquence des sécheresses plus persistantes qu'à l'heure actuelle.

### Le réchauffement planétaire

Plus de 80 % de la population africaine tire actuellement ses moyens de subsistance de l'agriculture. Mais d'ici à 2080, les pertes importantes de la production céréalière toucheront plus de 40 % du continent. L'impact des changements climatiques sur l'élevage et les ressources marines se fera également fortement sentir car ces secteurs sont

lourdement tributaires des pluies. Les maladies transmises par des vecteurs, comme le paludisme et le choléra, qui sont étroitement liées au climat, pourraient se propager. Les changements climatiques peuvent aussi avoir des conséquences désastreuses pour un continent déjà économiquement faible, en particulier en raison de leurs effets sur les zones côtières qui – comme c'est le cas en Afrique occidentale et orientale – contribuent dans une large mesure à l'économie des pays. Cependant, le problème de l'Afrique vient davantage de sa faible capacité à réagir de façon adéquate aux variations et aux extrêmes climatiques qu'au réchauffement de la planète en soi. Sa capacité tout aussi faible à réagir aux autres chocs mondiaux et à s'en relever aggrave encore les choses.

L'Afrique est le continent le plus vulnérable aux problèmes causés par l'accumulation des gaz à effet de serre. Elle n'y a pourtant contribué qu'à raison de moins de 3 % jusqu'à présent et sa contribution à l'augmentation reste inférieure à 4 % (3,6 % en 2002). La contribution de la plupart des pays du continent – à l'exception des Seychelles, de l'Afrique du Sud et de la Libye – est inférieure à 0,5 tonne par habitant, comparée à celle de l'Union européenne qui est de 12 tonnes et à celle des États-Unis d'Amérique qui atteint presque 20 tonnes. Le continent africain a une capacité nette de piégeage du carbone qui est considérable.

### Des gains appréciables

Tous les pays doivent, collectivement et individuellement, prendre des mesures pour traiter ce problème et l'Afrique doit contribuer à sa solution, d'une part en réduisant les émissions de gaz à effet de serre par unité de production économique et, d'autre part, en se développant pour faire face à ses répercussions probables. La vulnérabilité de l'Afrique aux changements climatiques est imputable en grande partie à son manque d'infrastructures et à sa forte dépendance à l'égard des écosystèmes. Ceci a été clairement mis en évidence, par exemple, lors des inondations de 2000 au Mozambique qui ont touché 4,5 millions de personnes, faisant 700 victimes et causant des pertes économiques estimées à 500 millions de dollars et une chute du PIB de 10 à 2 %. Ceci est également attesté par les sécheresses répétées ►

qui ont frappé l’Ethiopie en 1968, 1994 et 2005.

La production alimentaire du continent a augmenté de 2,8 fois entre 1961 et 2002 mais ceci n’a eu qu’un impact limité sur la faim car sa croissance démographique a été du même ordre. Environ 40 % de la récolte est perdue soit dans les exploitations soit en dehors; le fait de réduire ces pertes grâce à des systèmes connus d’entreposage et de livraison pourrait offrir des avantages économiques considérables et réduire la famine. De même, l’amélioration des systèmes de stockage et de fourniture de l’eau grâce à des technologies bien connues pourrait économiser jusqu’à 40 % des ressources hydriques. L’utilisation des eaux ainsi économisées pour l’irrigation et la mise en place de systèmes de distribution plus rationnels pourraient déboucher sur des gains économiques substantiels et réduire la vulnérabilité aux changements climatiques. L’amélioration des services de santé publique, par exemple en rationalisant la fourniture des soins et les mécanismes de distribution, pourrait de même réduire la vulnérabilité aux maladies transmises par des vecteurs. Tout ceci exige des moyens financiers; les gouvernements doivent donc jouer un rôle plus actif dans l’élaboration des stratégies de croissance futures. Une double approche s’impose : généraliser l’application des méthodes les plus courantes d’adaptation aux changements climatiques et d’atténuation de leurs effets, tout en réussissant à entreprendre des activités génératrices de richesses.

### L’effort régional

Les activités déjà entreprises pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles en vue de faire face aux difficultés résultant des changements climatiques sont certes bienvenues; elles devraient cependant être renforcées pour tirer le maximum d’autres initiatives telles que les programmes nationaux de communication et de formation. Les pays et les institutions devraient être encouragés à apprendre les uns des autres, tout en mettant en place des systèmes leur permettant de conserver leurs ressources humaines. La recherche-développement dans le domaine des changements climatiques se poursuit mais surtout en dehors du continent; le peu qui se fait en Afrique souffre d’un manque

de coordination, ce qui en diminue l’impact. Il faudrait tirer parti de l’attention accordée au niveau international dans le cadre de l’accord de Gleneagles et coordonner les efforts déployés aux niveaux régional et national. Ceci pourrait conduire à la mise au point et à l’application de technologies écologiquement rationnelles et respectueuses du climat susceptibles de réaliser des gains économiques importants. Il sera utile de poursuivre des activités de recherche-développement appropriées pour intégrer les savoirs traditionnels et les connaissances modernes; l’agriculture constitue pour ce faire une base riche de promesses.

### La création de richesses

Les pays africains doivent participer aux principales activités génératrices de richesses tout en faisant face aux exigences de l’atténuation des changements climatiques et de l’adaptation à ces changements; la pauvreté toujours plus répandue reste le principal obstacle au développement de l’Afrique. Selon les estimations du Département des affaires économiques et sociales de l’ONU, le nombre de personnes qui vivent avec moins de 1 dollar par jour est passé de 288 millions en 1980 à 516 millions en 2001. Depuis 2000, quelques signes positifs de croissance économique ont été enregistrés mais cela ne suffit pas. Un autre problème encore plus sérieux est celui des inégalités toujours plus marquées dans tous les domaines : revenus, capacités humaines, accès à l’infrastructure et participation à la prise de décisions. Ces inégalités, flagrantes dans plusieurs pays, peuvent être source de conflits et de troubles civils. La Sierra Leone en est un exemple : juste avant la guerre de 1989, les 20 % les plus riches de sa population représentaient plus de 63 % de toutes les dépenses et les 40 % les plus pauvres, à peine 3,1 %. La pauvreté et les inégalités ne peuvent qu’exacerber les problèmes posés par les anomalies climatiques car les capacités de réaction du continent en seront sérieusement diminuées.

Le développement durable des sources d’énergie, l’industrialisation de l’agriculture et celle de l’extraction minière sont trois domaines prometteurs pour la génération de richesses. L’Afrique ne pourra pas faire face aux difficultés d’adaptation aux changements climatiques et les atténuer si elle n’utilise pas davantage ses propres ressources énergétiques modernes. Elle est le plus petit consommateur de services énergétiques modernes, bien que le rapport entre son taux de production de tous les combustibles fossiles et ses réserves soit supérieur à la moyenne mondiale; par ailleurs, elle est richement dotée en sources d’énergie renouvelable. De même, sa vulnérabilité aux changements climatiques ne fera que s’aggraver si elle n’utilise pas davantage d’engrais, de systèmes d’irrigation et de moyens mécaniques dans l’agriculture. L’Afrique possède d’immenses ressources

minières encore inexploitées mais, hélas, seules des activités d’extraction peu rentables y sont pratiquées; celles de transformation, qui ont une valeur élevée, continuent à se faire ailleurs que sur le continent. Il est donc capital qu’elle utilise des méthodes d’extraction plus durables si elle veut pouvoir réagir de façon adéquate aux chocs mondiaux tels que l’instabilité climatique.

Il n’est plus possible d’invoquer les incertitudes scientifiques et les risques économiques pour justifier l’inaction et ne pas prévenir d’autres interventions majeures de l’homme susceptibles de perturber le système climatique mondial. Les pays devraient exploiter pleinement le fait que la communauté internationale accorde toujours plus d’attention aux changements climatiques et au développement de l’Afrique – comme dans le cas de l’accord de Gleneagles – en dépit d’une diminution de l’aide qui lui est apportée. L’Afrique sera mieux à même de relever comme il se doit les défis de l’instabilité climatique si elle améliore sa capacité globale de résilience, si elle intègre les objectifs relatifs aux changements climatiques dans des stratégies de développement durable, si elle utilise davantage les systèmes énergétiques modernes qui produisent moins de gaz carbonique et si elle s’appuie sur les initiatives internationales.

### Les aspirations au développement

Il y a toutefois des obstacles. Ainsi, seuls 5 des 210 projets du Mécanisme pour un développement propre enregistrés jusqu’en juin 2006 concernaient l’Afrique; la plupart étaient pour l’Inde, la Chine et le Brésil. Les pays africains victimes de leur manque d’infrastructures doivent faire l’objet de considérations particulières. Les gouvernements doivent jouer un rôle plus actif à cet égard; la participation du secteur privé préconisée par les donateurs et les institutions internationales peut aider à améliorer les choses mais seulement dans un contexte compétitif et bien réglementé.

L’Afrique doit relever le défi en mettant en place un cadre et des politiques propres à garantir l’utilisation efficace et équitable des ressources, à répondre à ses aspirations économiques et de développement, et à protéger les faibles en réagissant aux changements climatiques ■

*Le Professeur Ogunlade R. Davidson est le Doyen des études supérieures à l’Université de la Sierra Leone et Coprésident du Groupe de travail III du Groupe d’experts intergouvernemental sur les changements climatiques*